

EVD KW Zentrale 1914–1918/51

Négociations économiques avec la France
Extrait du procès-verbal de la séance du 5 février 1919
des conférences relatives au nouvel accord économique franco-suisse

Copie

MM. Heer et Dunant demandent pourquoi le Gouvernement français ne s'engagerait pas pour la *lignite* dans les mêmes termes que pour le *charbon*.

*M. le Président*¹ explique que la situation n'est pas la même pour les deux articles.

La lignite du bassin rhénan n'appartient pas à la France. Elle provient d'un pays simplement «occupé» par les Alliés. Il s'agit de biens allemands non séquestrés, que nous ne pouvons livrer nous-mêmes. – La Suisse devra s'adresser aux vendeurs. – La France n'interviendrait que pour faire délivrer *l'autorisation* de sortie par la Commission Interalliée de la Rive gauche du Rhin.

*M. Cahen*² indique qu'il sera peut-être possible d'obtenir plus de 15.000 tonnes de lignite.

M. Heer est désireux de savoir à qui devront être payés les achats de lignite.

*M. Jahan*³ répond que la même question se pose pour toutes les fournitures de produits en provenance de la Rive gauche du Rhin.

Une Commission interalliée se préoccupe en ce moment des «avoirs allemands à l'étranger». – La solution interviendra prochainement:

ou bien les fonds devront être réservés en Suisse,

ou bien ils seront remis au vendeur soit directement, soit par l'intermédiaire d'un organisme interallié.

M. Heer en conclut qu'aucun règlement de cette nature ne devra être effectué avant qu'une décision ait été prise à ce sujet.

1. *Seydoux, Directeur de la Division du Blocus des Affaires étrangères.*

2. *Délégué du Ministère de la Reconstitution industrielle.*

3. *Inspecteur des finances.*